

La crise pèse sur la légitimité des institutions de l'UE

Le Parlement européen et les Parlements nationaux ont du mal à peser sur les choix économiques et budgétaires de la zone euro

Bruxelles
Bureau européen

Wolfgang Schäuble a jeté un nouveau pavé dans la mare à l'avant-veille du conseil européen des 18 et 19 octobre, à Bruxelles. Tandis que chefs d'Etat et de gouvernement ne devraient pas, lors du sommet, progresser sur le renforcement de l'union monétaire, le ministre des finances allemand a relancé, mardi, l'idée de désigner un super-commissaire européen chargé des affaires économiques et budgétaires qui aurait les pouvoirs de mettre son veto aux projets de budget présentés par les Etats de la zone euro.

« Davantage d'union budgétaire signifie automatiquement une limite de la souveraineté budgétaire nationale », a justifié M. Schäuble. Pour lui, le traité européen doit être modifié afin, entre autres, d'organiser de nouveaux transferts de compétences vers Bruxelles, et de créer une sorte de « Parlement de l'Euro-groupe » capable d'assurer le contrôle démocratique de la nouvelle union monétaire. Une vision qui suscite la controverse, tandis que les avis divergent sur l'organisation démocratique de l'Europe en train d'émerger de trois années de crise existentielle.

La question se pose chaque jour davantage, alors que la crise des dettes souveraines et sa gestion chaotique ont mis en lumière les limites des institutions en place.

Le Parlement européen, incontournable pour encadrer le marché unique, ne dispose pas de grandes compétences en matière économique et budgétaire. Comme la Commission, qui est cependant dotée de nouveaux pouvoirs de contrôle budgétaire, il a été marginalisé par la gestion très intergouvernementale de la crise par les capitales de la zone euro, Berlin et Paris en tête.

Les fonds de secours échappent à la tutelle des organes communautaires, car ce sont les Etats et leurs parlements nationaux qui sont en première ligne pour les garantir. Il

Le Parlement de Strasbourg a été marginalisé par la gestion très intergouvernementale de la crise par les capitales de la zone euro

en sera de même pour la supervision bancaire des banques de la zone euro, même si Mario Draghi, le président de la Banque centrale européenne, suggère de renforcer le dialogue avec les élus européens. Et a même accepté d'être auditionné par le Bundestag.

Paradoxalement, les parlements nationaux ne sont pas beaucoup mieux lotis : à part le Bundestag, qui

a su s'imposer à Angela Merkel avec le soutien de la Cour constitutionnelle allemande, ils ne parviennent pas à peser sur les décisions collectives, sinon en menaçant de censurer leur gouvernement national. Mais les élus nationaux n'ont aucun droit de regard sur les institutions, comme la Banque centrale européenne, ou les fonds de secours de la zone euro, engagés dans l'assistance, et la supervision des pays, ou des banques sous perfusion.

« Tandis que de nombreux tabous sont tombés au regard de l'intégration économique, le débat sur les aspects politiques et démocratiques de la réforme des institutions européennes manque dans de nombreux Etats membres, dont la France », écrivent les chercheurs de la Fondation Schuman, dans une récente note sur l'union politique. Selon eux, à ce jour, seule l'Allemagne s'est chargée, à l'instar de M. Schäuble, d'animer la réflexion.

Ultrasensible, le sujet s'est invité mercredi 17 octobre, à Paris, au menu d'une rencontre entre François Hollande et Martin Schulz. Le chef de l'Etat et le président du Parlement européen se méfient des suggestions de M. Schäuble. Pour le premier, difficile d'accepter la nomination d'un super-commissaire européen, la Commission non élue ne disposant pas d'assez de légitimité pour dicter aux Etats leurs choix budgétaires et économiques. « Une hérésie démocratique », dit-on dans son entourage.



François Hollande et Martin Schulz, président du Parlement européen, à Paris, le 17 octobre. P. WOJAZER/REUTERS

Opposé à une réforme rapide des traités, François Hollande considère en outre, comme il l'a indiqué au Monde, mardi, que le Parlement européen « a vocation à représenter toute l'Europe ».

Martin Schulz cherche lui aussi à défendre les prérogatives des eurodéputés : à ses yeux, son institution est et doit rester le Parlement de l'euro, la monnaie unique étant la devise de l'Union européenne dans son ensemble. Pour peser, le social-démocrate allemand revendique de codécider du rapport annuel sur la croissance, préparé à ce jour par la seule Commission, pour lancer le semestre européen de concertation sur les grands choix budgétaires et économiques. Un premier pas.

« Il serait farfelu de créer un Parlement de la zone euro, car l'Union monétaire, une fois la crise passée,

atteindra vite les Vingt-Cinq membres », considère Alain Lamassoure : pour l'eurodéputé UMP, les grands choix de politique budgétaire restent une compétence nationale, contrôlée par les parlements nationaux. Selon lui, il faut développer une plus grande concertation entre parlementaires nationaux et européens, comme cela a été esquissé dans le traité budgétaire à peine ratifié en France.

D'autres considèrent au contraire que l'émergence d'une formation parlementaire de l'euro est une nécessité : « L'enjeu est de favoriser une logique européenne sur les sujets spécifiques de la zone euro, sans dépendre d'un contrôle intergouvernemental qui complique les décisions », avance l'eurodéputée (MoDem) Sylvie Goulard. A Bruxelles, et dans les capitales, les idées fusent. Les uns suggèrent de fusion-

ner les présidences de la Commission et du Conseil européens, en faisant élire son titulaire par les eurodéputés, ou, à terme, au suffrage universel. D'autres veulent revoir la composition de la Commission et du Parlement européens, pour mieux refléter la force démographique des Etats membres.

Dans son prérapport sur le renforcement de l'Union monétaire, M. Van Rompuy se garde de trancher. Il reconnaît la nécessité de muscler le « volet démocratique » de l'Union monétaire. Mais ne reprend aucune des options envisagées, sinon celle d'un dialogue plus nourri entre parlements européen et nationaux. « C'est encore trop tôt pour figer les débats : tout va dépendre du niveau des transferts de souveraineté consentis par les Etats », dit-on dans son entourage. ■

PHILIPPE RICARD

GUCCI

FOREVER NOW

Les icônes : le Mors.
Signature équestre du mocassin Gucci.

Le ralentissement de la croissance de l'économie chinoise se confirme

Le PIB a crû de 7,4 % au troisième trimestre, sa plus faible hausse depuis début 2009. Selon les économistes, la réalité pourrait être plus mauvaise que ce que disent les données officielles

Shanghai
Correspondance

La croissance chinoise a ralenti pour le septième trimestre consécutif, tombant à 7,4 % sur la période courant de juillet à septembre, son plus bas niveau depuis début 2009, selon les données publiées, jeudi 18 octobre, par les statisticiens chinois.

Le premier ministre, Wen Jiabao, a estimé que la deuxième économie mondiale va « continuer à se stabiliser » à mesure que les politiques gouvernementales sont déployées, quand bien même « la Chine serait confrontée à des difficultés considérables au dernier trimestre ». La décélération se poursuit donc, mais le « rythme de déclin ralentit », relève le porte-parole du Bureau national des statistiques, Sheng Laiyun.

Les investissements fixes, mesure des dépenses étatiques dans les infrastructures, progressent de 20,5 % sur les neuf premiers mois de l'année par rapport à l'an dernier, signe que Pékin a effectivement accéléré les projets publics de construction en soutien à la croissance. La production industrielle, en revanche, ne progresse que de 9,2 % en septembre. Il s'agit, certes, d'une amélioration par rapport au 8,9 % d'août, mais c'est un niveau toujours faible pour les usines locales.

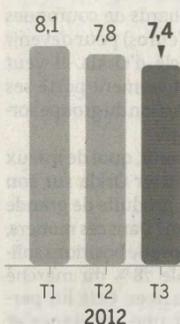
L'économie chinoise progresse de 7,7 % sur les neuf premiers mois de l'année, alors que le gouvernement s'est fixé un objectif de 7,5 % sur l'ensemble de 2012, une barre généralement placée assez basse pour être atteinte et s'en féliciter par la suite.

Reste la question de la crédibilité de ces chiffres. Le ralentissement en cours a relancé le débat sur leur fiabilité. Li Keqiang, qui succédera à M. Wen à la tête du gouvernement au printemps 2013, avait indiqué, en 2007, qu'il n'accordait que peu d'importance aux chiffres du produit intérieur brut (PIB). Il n'y voyait qu'une « référence » parmi d'autres.

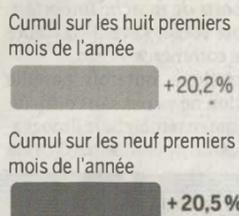
Alors secrétaire du Parti communiste du Liaoning, M. Li avait confié à l'ambassadeur des États-Unis à Pékin ne se fier qu'à trois indicateurs pour se faire une idée de l'état économique réel de cette pro-

Les chiffres-clés de l'économie chinoise

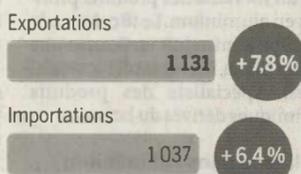
CRÉANCE DU PIB
en %, en rythme annuel



CRÉANCE DES INVESTISSEMENTS
en %, par rapport à la même période en 2011



ÉVOLUTION DU COMMERCE
EXTÉRIEUR
sur les 7 premiers mois de l'année
en milliards de dollars et en %



ÉVOLUTION DE LA CONSOMMATION
DES MÉNAGES
en %, par rapport au même mois
de l'année précédente



SOURCES : BUREAU NATIONAL DES STATISTIQUES DE CHINE, MINISTÈRE DU COMMERCE CHINOIS

vince du nord-est : la consommation d'électricité, le fret ferroviaire et les prêts bancaires. Les chiffres du PIB sont « faits par l'homme », précisait-il au diplomate lors d'un dîner, selon un télégramme révélé par WikiLeaks en 2010.

« La probabilité que les statistiques soient manipulées augmente lorsque la situation se détériore puisque ce ne sont pas de bonnes nouvelles pour les officiels locaux », appuie Yin Xingmin, directeur adjoint du Centre d'études économiques de l'université de Fudan.

« Lorsque l'économie n'est pas en forme, la réalité est pire qu'annoncé dans les chiffres, tandis que lorsqu'elle croît à vive allure dans les chiffres, c'est encore plus rapide en réalité, puisque les objectifs nationaux sont toujours autour de

8 % ou 9 % », poursuit le professeur Yin, qui estime la fiabilité des données sur le PIB à 85 %, car davantage de distorsion serait flagrant.

Chacun fait donc sa propre cuisine. « Nous suivons l'indice PMI [des gestionnaires de commandes d'achat] de HSBC qui est fiable, plus que le gouvernemental qui est très axé sur les sociétés d'État », explique le patron pour l'Asie d'une grande entreprise française. Mais il juge aussi que les statistiques chinoises sont plus fiables qu'ailleurs dans la région, par exemple en Inde.

En complément, beaucoup, tel ce patron français, suivent la consommation d'électricité. Mais, là aussi, les chiffres peuvent jouer des tours. En 1998, puis fin 2008 en pleine crise, la production

d'électricité avait plongé pendant des mois tandis que le PIB tenait encore la route... Dans une note publiée cet été, la banque Standard Chartered relevait une dissonance similaire cette année : « La production d'électricité avait déjà ralenti en avril-mai, mais la production industrielle restait à 10 % de croissance d'une année sur l'autre. »

L'attitude du gouvernement est ambivalente. Il procède bien à des corrections. « Le Bureau national des statistiques a amélioré sa collecte des données. Il ne s'en remet plus uniquement aux chiffres rapportés mais fait aussi ses sondages nationaux pour s'assurer que les données sont correctes », relève Zhang Jun, économiste de la prestigieuse université de Fudan.

Pékin n'aime pas les données anxiogènes. La moyenne nationale sur les prix de l'immobilier a disparu en février 2011

Reste que Pékin, focalisé sur la stabilité, n'aime pas les données anxiogènes. La moyenne nationale sur les prix de l'immobilier a disparu en février 2011. Le gouvernement jugeait qu'elle n'était pas représentative à l'échelle d'un pays si varié. Mais il s'est gardé de présenter un nouvel indice.

Les observateurs en sont réduits à suivre l'évolution de 70 villes, et à compter le nombre d'entre elles qui montent ou descendent : en septembre, 31 étaient en hausse, 24 stables, 15 en baisse, contre 36 en hausse en août.

De même, en février 2011, la révision de l'indice des prix à la consommation s'est faite à la faveur d'une baisse de 2,21 % du poids des produits alimentaires, dont le prix augmentait de manière inquiétante au cours d'une année marquée par l'inflation.

Li Wei, économiste de la Standard Chartered, en conclut : « Les statistiques de la Chine ont des problèmes mais demeurent toujours assez bonnes à titre indicatif et comme objet d'étude, si vous les connaissez bien. »

HAROLD THIBAUT

Le russe Rosneft négocie l'achat de TNK-BP pour devenir un géant pétrolier

Le groupe contrôlé par le Kremlin pourrait consacrer 56 milliards de dollars au projet

Le classement mondial des majors du pétrole risque d'être chamboulé sous peu. Rosneft, le numéro un russe, est en effet entré en négociations pour prendre le contrôle de TNK-BP, le troisième opérateur pétrolier du pays, ont indiqué, jeudi 18 octobre, des sources concordantes citées par Sky News, le Wall Street Journal et le Financial Times. La direction de Rosneft, elle, a sobrement indiqué qu'elle « continuait à étudier différentes options » à ce sujet.

Cette opération, évaluée à 56 milliards de dollars (43 milliards d'euros), permettrait à Rosneft d'atteindre une production de pétrole d'environ 3,1 millions de barils par jour. Ce qui hisserait ce groupe public russe devant les leaders chinois Petrochina (2,4 millions de barils par jour) et américain ExxonMobil (2,3 millions). Tout en restant loin derrière la compagnie d'État saoudienne Aramco (9,1 millions).

L'acquisition de TNK-BP par Rosneft renforcerait encore le poids de l'État russe sur le très stratégique secteur des hydrocarbures.

Un domaine que Vladimir Poutine entend contrôler de très près. Jeudi, le ministre russe de l'énergie, Alexander Novak, a d'ailleurs souligné que le rapprochement envisagé entraînerait la création d'un monopole. Preuve que l'affaire a l'appui du Kremlin.

Le directeur général de Rosneft, Igor Setchine, le « tsar du pétrole », devait se rendre à Londres, jeudi, pour finaliser la première partie de l'opération : l'acquisition des

50 % de TNK-BP détenus par BP. Le champion britannique du pétrole, cofondateur de TNK-BP en 2003, cherche depuis plusieurs mois à se désengager de cette filiale qui assure un quart de sa production de brut. D'une part, BP a besoin d'argent pour financer les conséquences de la marée noire qu'il a provoquée dans le Golfe du Mexique en 2010. D'autre part, ses relations avec les autres actionnaires de TNK-BP, des oligarques russes, sont extrêmement tendues.

Belle opération financière

Le projet actuel consisterait à ce que Rosneft achète les 50 % de BP moyennant 28 milliards de dollars, dont une partie sous forme d'actions Rosneft. BP recevrait ainsi 15 à 20 milliards de dollars d'argent frais, et obtiendrait 10 % à 20 % du capital de Rosneft.

De la même façon, Rosneft achèterait l'autre moitié du capital pour le même montant. Une lettre d'intention a déjà été signée en ce sens en début de semaine avec les milliardaires réunis au sein d'Alfa Access-Renova, a indiqué le vice-premier ministre russe Arkady Dvorkovich.

Les oligarques Mikhail Fridman, Viktor Vekselberg, Len Blavatnik et German Khan réussiraient ainsi une belle opération financière. Les quatre hommes avaient initialement envisagé d'acheter eux-mêmes les parts mises en vente par BP. Ils y ont renoncé et semblent avoir choisi eux aussi de se désengager, au moins partiellement. ■

DENIS COSNARD

Baisse de régime pour Danone et Nestlé sous l'effet de la crise

Le ralentissement en Europe affecte le français, celui des pays émergents perturbe le suisse

Danone et Nestlé continuent à bénéficier d'une bonne croissance, mais leur dynamique se ralentit. Les deux groupes agroalimentaires, qui ont publié leur chiffre d'affaires pour les neuf premiers mois de l'année, les 17 et 18 octobre, l'ont reconnu.

Pour Danone, la crise en Europe est le premier facteur de cette baisse de régime. Il a dévoilé une baisse de 1,5 % de son chiffre d'affaires dans cette région au troisième trimestre de l'année. Le moral du consommateur européen, qui n'est pas au beau fixe, n'épargne pas Nestlé. Mais, le leader mondial continue à afficher une légère croissance interne dans cette région. Le groupe suisse subit un léger tassement de sa croissance dans les pays émergents.

Danone avait tiré la sonnette d'alarme dès juin. Le groupe français est particulièrement touché par la récession espagnole, un marché qui représente 8 % de ses ventes. Or, les consommateurs espagnols ont tendance à boudier ses yaourts et autres desserts lactés, au profit de marques premier prix.

Danone tente d'ajuster les étiquettes de ses produits mais la tendance reste négative. Le groupe a reconnu que ses ventes de produits laitiers étaient en baisse de 10 % en Espagne et en Italie au troisième trimestre. Et comme le poids de l'Europe est important pour le pôle produits laitiers, les volumes vendus par cette division affiche un léger repli de 0,7 % sur cette période, même si en valeur la tendance reste positive à 0,7 %.

Danone a toutefois réitéré son objectif pour l'ensemble de l'année, avec une croissance des ventes attendue comprise entre 5 % et 7 %. Mais au troisième trimestre, la croissance organique a atteint le bas de la fourchette, soit 5 %, en-deça du consensus des analystes qui tablaient sur 6 %. Résultat, l'action de Danone a terminé la séance, mercredi 17 octobre, en repli de 3 %.

Inondations aux Philippines

De même, l'action Nestlé affichait une baisse de 2,7 % à l'ouverture de la séance, jeudi. La croissance des neuf premiers mois de l'année, 6,1 %, est inférieure aux prévisions des analystes. Mais, là encore, le groupe suisse a maintenu ses objectifs de l'année, soit une croissance comprise entre 5 % et 6 % et une amélioration de ses marges.

Les analystes ont souligné un ralentissement de la progression des ventes dans la zone Asie-Afrique et Océanie, qui représente près du quart des ventes de Nestlé. Selon Jeff Stent, d'Exane BNP, cité par Bloomberg, la hausse du chiffre d'affaires dans cette région serait passée de plus de 11 % au premier semestre à environ 5 % au troisième trimestre.

Le groupe suisse affirme avoir été affecté par certains événements comme les inondations aux Philippines. Nestlé souffre aussi du moindre appétit des Américains, mais il compte sur ses marques comme Nespresso, Maggi ou Perrier pour conforter ses ventes. ■

LAURENCE GIRARD

Les dirigeants de la zone euro ne considèrent plus la Grèce comme un « poison »

Le gouvernement et la « troïka » ont trouvé un accord pour débloquer 31,5 milliards d'euros d'aide

Ce n'est pas encore un satisfecit, mais ce n'est plus un blâme. La Grèce a cessé d'être considérée comme « le poison » de la zone euro et le premier ministre grec devrait se sentir plus à l'aise au Conseil européen des 18 et 19 octobre, à Bruxelles.

L'accord sur les mesures d'austérité n'a pas été complètement finalisé entre le chef du gouvernement, Antonis Samaras, et la « troïka », les bailleurs de fonds du pays, pour débloquer les 31,5 milliards d'euros dont a besoin le pays.

Dans un communiqué commun, publié mercredi 17 octobre au soir, la Commission européenne, la Banque centrale européenne (BCE) et le Fonds monétaire international (FMI) indiquent néanmoins qu'ils sont parvenus à un accord sur « les mesures essentielles », laissant aux équipes sur place le soin de finir les négociations.

Le communiqué met fin au feuilleton des négociations tendues entre le gouvernement grec et la troïka qui dure depuis l'été, notamment sur la dérégulation

du marché du travail. Les syndicats sont toujours furieux et ont appelé à la grève générale, jeudi 18 octobre, le premier du sommet européen. Mais la colère des Grecs ne sera pas stigmatisée. L'état d'esprit a changé à l'égard d'Athènes.

Angela Merkel, autrefois si dure, a salué les efforts accomplis par le pays, après sa visite le 9 octobre. Et en dépit des croix gammées qui ont accompagné son passage, la chancelière allemande ne cesse, désormais, de prendre la défense du pays. Elle n'est pas la seule. La directrice générale du FMI, Christine Lagarde, qui, il y a peu, réservait sa compassion au Niger, reconnaît qu'il faut laisser le pays « respirer ».

Personne, sans doute, n'a intérêt à provoquer une nouvelle crise, au moment où il faut gérer un plan d'aide pour l'Espagne. Mais cela n'explique pas tout, veut croire Michalis Vasileiadis, économiste au centre de réflexion IOBE à Athènes. « Nous avons fait de véritables progrès. Ces déclarations sont la reconnaissance de nos efforts », dit-il rappelant que le défi

grec à 15,6 % du PIB en 2009 devrait être ramené à 6,6 % fin 2012 (7,5 % selon le FMI).

Surtout, dit-il, le climat politique a changé. Avec trois partis membres de la coalition au pouvoir, bloquer les mesures d'austérité et les réformes est devenu compliqué. « Le gouvernement est davantage crédible », conclut l'économiste.

Les choses évoluent

Les analystes reconnaissent que les choses évoluent. Dans une note du 15 octobre les experts de la banque Credit Suisse observent que « le budget grec est « en gros » sur les rails ». La compétitivité s'améliore : après des réductions salariales massives et des réformes, le coût du travail a « presque effacé la hausse qu'il avait observée depuis l'entrée du pays dans la zone euro », notent les analystes. Certains indicateurs, comme la production industrielle, sont moins mauvais depuis quelques mois.

La Grèce n'est pas encore sortie d'affaire. Loin de là. Le pays, qui va

aborder en 2013 sa sixième année consécutive de récession et souffre d'un taux de chômage énorme (25 % de la population active), voit les capitaux s'envoler et les entreprises quitter le pays. L'entité grecque de Coca-Cola sera cotée en Bourse à Londres et paiera ses impôts en Suisse. Le groupe grec de produits laitiers Fage a élu domicile au Luxembourg. Carrefour, Saturn, le Crédit agricole ou la Société générale sont partis ou sur le départ.

« Ce n'est pas « mieux » mais ça n'empire pas », résume M. Vasileiadis qui espère que le changement de ton des dirigeants européens et du FMI se traduira pas un délai supplémentaire de deux ans pour que le pays remplisse les objectifs de déficit et de dette fixés par la troïka. Et qu'ensuite se mettra en place un programme d'investissements. « Il nous faut de l'argent mais aussi de l'espoir », résume un cadre d'une entreprise publique grecque. ■

CLAIRE GATINOIS
ET ALAIN SALLES (À ATHÈNES)